



Procès-verbal du Conseil Académique
Réuni le mardi 8 septembre
En configuration dématérialisée
Sous la présidence de Stéphane AZOULAY
Vice-Président Formation
Et la coprésidence de M. Noel DIMARCQ
Vice-Président Recherche et Innovation

N°9/2020

ÉTAIENT CONNECTÉS : Mme ADAM Carine, Mme AYERBE Cécile jusqu'à 17H35, M. ALLEGRET Jean-Pierre jusqu'à 17H20, Mme BARBIER Claire, Mme BERTRAND Marie-France, Mme BLAY-FORNARINO Mireille, Mme BOISSELIER Pauline, M. BONCOMPAGNI Éric, M. BORGESE Mauro Franco, M. BURGER Alain, M. CAILLER Bruno jusqu'à 17H35, M. CASSAM-CHENAÏ Patrick, Mme DEMARIA Samira jusqu'à 16H40, M. DIEDERICHS Thibault, Mme EL SAYED Eva, Mme FEDELE Carine, Mme GIACALONE Marjorie, M. GIBART Laetitia, Mme GUIZOUARN Hélène, Mme GWIZDEK Carole, M. HASSANALY-GOULAMHOUSSEN Rahim, Mme HAYOTTE Meggy, Mme HERITIER Camille, Mme HOUARA Inès, Mme HUEBER Anne-Odile, M. LAHAYE Paulin, M. LECOUTEUX Guilhem, M. LEGRAND Olivier, Mme MIGLIACCIO Claire, M. MORETTI Laurent jusqu'à 17H25, M. MOSCU Mircea, Mme PERALDI-FRATI Marie-Agnès, M. PELLEGRINETTI Jean-Paul, Mme PLOUVIEZ Mélanie, M. RASSE Paul, Mme ROMERO Margarida jusqu'à 16h55, M. ROSSO Thierry, M. ROULEAU Matthieu, M. ROUSSEAU Sylvain, M. SOFIA Pierre Niccolo, Mme TÜRK Pauline, Mme VAN DE WIELE Nathalie, Mme WALLISER Elisabeth, M. ZUCKER Arnaud jusqu'à 18H20,

AVAIENT DONNÉ PROCURATION : Mme BERTONE Manuela à M. PELLEGRINETTI, M. BLANC Frédéric à Mme Carine FEDELE, M. BRUNY Rémy à M. ESPALLARGAS Jean-Philippe, M. BURRONI Gaël à Mme BOISSELIER Pauline, Mme CHRISTIANS Elisabeth à M. DIMARCQ Noël, Mme COURTIN Christine à M. Éric BONCOMPAGNI, M. CRISTOFARI Gaël à Mme HUEBER Anne-Odile, Mme D'ARRIPPE LONGUEVILLE Fabienne à Mme HUEBER Anne-Odile, M. DELLAMONICA Jean à M. DIMARCQ Noël, M. DOUAI Ali à M. LECOUTEUX Guilhem, Mme GWIZDEK Carole à M. ROULEAU Matthieu, Mme MALE à M. ESPALLARGAS, Mme N'AIT-BOUDA Faiza à Mme GUIZOUARN Hélène, M. PETIT Éric à M. AZOULAY Stéphane, M. RABIER Quentin à Mme EL SAYED Eva, M. SERRANO Benjamin à Mme FEDELE Carine, M. SIIRIAINEN Fabrice à Mme TURK Pauline, M. ALLEGRET Jean-Pierre à Mme WALLISER Elisabeth à compter de 17H20, Mme AYERBE Cécile à Mme WALLISER Elisabeth à compter de 17H35,

ÉTAIENT ABSENTS : Mme BATAZZI Claudine, M. BOUISSOU Stéphane, M. BIZIOU Michaël, Mme CERZO Delphine, M. COURDE Clément, M. DEMESLAY Christopher, GARCIA Dimitri, GERIA Carla, M. GESBERT David, M. GOSSELET Ryan, M. HACHEM Elie, M. REVELLI Gabriel, M. ROSSI Andréa, Mme SESSA Virginie, M. THOMIN Jean-Louis, M. VEZIAN Anthony,

INVITÉS CONNECTÉS : M. ANDRIEU Julien, Mme BELUAFI Rachida, Mme BERNARDINI Laetitia, M. COUNILLON Laurent, M. CREMOUX Pascal, M. LAGADEC Eric, M. LIZON Sylvain, Mme MILLET-DEVALLE Anne, M. SEROR Benjamin, Mme ZERMATI Johanna.

M. AZOULAY ouvre la séance à 14H00.

Préambule :

- M. AZOULAY demande aux conseillers présents de se connecter tour à tour avec leur caméra afin qu'il soit procédé à leur identification.

- Il explique que faute de disponibilité d'une salle suffisamment grande, la séance de ce jour a dû être organisée en version dématérialisée, mais il ajoute que les prochaines séances pourraient se tenir en présentiel si aucune mesure liée à la situation sanitaire ne s'y oppose.
- Il informe du départ de deux enseignantes chercheuses du collège A, Mmes Geneviève SALVAN et Marjolaine PUEL, et accueille M. Arnaud ZUCKER et Mme Claire MIGLIACCIO qui les remplaceront respectivement. Il fait également part du départ de Mme Stéphanie MERIAUX enseignante dans le collège C qui sera remplacée par M. Dimitri GARCIA jusqu'alors suppléant.
- Il rappelle enfin que la gouvernance de l'établissement condamne sans appel les actes de violence à l'encontre d'étudiants représentant d'une association syndicale qui se sont déroulés le 1^{er} septembre sur le campus Carlone et informe qu'une plainte va être déposée par l'Université.

I.- Vie Institutionnelle

I.1. Approbation du procès-verbal de la séance précédente (cf document joint)

Le procès-verbal de la séance du 7 juillet est adopté avec 50 voix pour et 5 abstentions.

I.2. Tenue du Conseil Académique en configuration dématérialisée

M. AZOULAY informe qu'une délibération a été prise au dernier Conseil d'Administration du 4 septembre et qu'elle peut à présent être déclinée pour le Conseil Académique.

Il accueille M. Benjamin SEROR nouvellement nommé Directeur des services Juridiques de l'Etablissement.

M. SEROR explique que la délibération adoptée par le CA relative aux modalités d'organisation à distance des délibérations des instances collégiales d'UCA a dû être prise car la délibération en vigueur jusque-là reposait sur la base des textes liés à la crise sanitaire. A l'issue de cette période spécifique de nouvelles bases ont dû être définies. Il est désormais prévu la possibilité que les séances se tiennent aussi par visioconférence au lieu du présentiel et que des votes puissent avoir lieu après échange par mail, avec une date de début et de fin préalablement définies tant pour les débats que pour les votes. Les règles en place concernant les procurations ou l'expression de la majorité des suffrages restent quant à elles inchangées.

Les modalités d'organisation à distance des délibérations du Conseil Académique sont approuvées avec 43 voix pour, 4 voix contre et 3 abstentions.

M. SEROR informe ensuite des élections qui se dérouleront en octobre qui concerneront les 8 EUR ainsi que le renouvellement du mandat des usagers pour l'IAE, Polytech, l'INSPE et Odontologie. Un prestataire a été choisi en accord avec le CEC et le CA afin d'assurer la dématérialisation du vote. Le scrutin sera organisé les 22 et 23 octobre avec un affichage physique des listes électorales prévu au 1^{er} octobre et une date limite de dépôt des candidatures fixée au 7 octobre. Un bureau de vote sera mis en place sur chaque composante avec un bureau de vote centralisateur.

M. AZOULAY souligne que les séances en présentiel seront, à l'avenir, privilégiées mais que la dématérialisation pourra permettre, le cas échéant, de répondre à des situations d'urgence.

M. ROSSO regrette que la configuration dématérialisée ne laisse pas suffisamment de temps aux débats et voudrait avoir l'assurance que ce type de procédure ne sera utilisée que de manière exceptionnelle. M. AZOULAY répond que le but est de se donner une opportunité juridique, hors de la période d'urgence sanitaire, de délibérer au cas où le Conseil ne pourrait se réunir en présentiel. Il ajoute que si les conseillers trouvent le déroulement de la séance en distanciel trop rapide, ils peuvent à tout moment demander à intervenir pour avoir des explications complémentaires.

Il précise que même si l'option des réunions en amphithéâtre sera privilégiée, l'évolution de la situation sanitaire reste malheureusement inconnue et des restrictions sur les possibilités de se réunir pourraient être prises par les autorités au niveau du Département. M. DIMARCQ ajoute que les vice-présidents sont tout à fait conscients de la difficulté de

discuter de certains sujets en Conseil dématérialisé et que, dans la mesure du possible, ces points ont été reportés afin de permettre des discussions en présentiel. Il souligne dans ce cas, l'importance du travail de préparation en amont, car même en présentiel le débat peut s'avérer complexe compte tenu du grand nombre de participants.

M. ROSSO déplore la multiplication des problèmes techniques et regrette le tournant pris par l'établissement vers une « démocratie numérique » qui, à bien des égards, lui apparaît dangereuse.

Il ajoute que les discussions hors micro des vice-présidents visibles à l'écran provoquent un sentiment d'exclusion des conseillers. M. AZOULAY répond que des apartés, souvent liés à des questions purement techniques, peuvent également se tenir en présentiel, M. DIMARCQ ajoute qu'en présentiel les conseillers ont également des échanges verbaux ou par SMS entre eux et que cela fait partie du déroulement normal d'un Conseil et ne constitue en rien une atteinte à la démocratie.

I.3. Point d'information sur la réforme de la procédure disciplinaire

Mme BERNARDINI informe que la procédure disciplinaire à l'égard des usagers a été réformée par un décret paru le 6 juin dernier. Les modifications introduites concernent, pour l'essentiel, les points suivants :

- **Fonctionnement et composition :**
La section qui comptait jusqu'alors 12 membres va désormais en comporter 16. (4 Professeur des Universités, 4 Maîtres de Conférence et 8 Usagers). La Section Disciplinaire n'aura plus de caractère juridictionnel mais sera une émanation du Conseil Académique dont la composition en commission de discipline sera différente pour chaque affaire.
- **Sanctions :**
Deux nouveautés sont à noter :
 - l'apparition d'une mesure de responsabilisation des étudiants consistant à leur demander de suivre un stage ou de participer bénévolement en dehors des heures d'enseignement à des activités de solidarité, culturelles ou autres à des fins éducatives ou pédagogiques.
 - une procédure de reconnaissance préalable de culpabilité concernant uniquement les fraudes ou tentatives de fraudes aux examens : lorsque l'étudiant reconnaît les faits, la procédure est accélérée et les sanctions qui pourront être prononcées seront limitées en terme de sévérité.
- **Appel :** la Section Disciplinaire n'étant désormais plus une juridiction administrative spécialisée, les sanctions prononcées deviennent des décisions administratives purement réglementaires pouvant être attaquées devant les juridictions administratives de droit commun : Tribunal Administratif, Cours Administratives d'appel et Conseil d'Etat.

Mme BERNARDINI informe par ailleurs que même si la Section Disciplinaire compétente à l'égard des Enseignants n'est pas impactée par la réforme, le Conseil académique devra élire deux nouvelles enseignantes suite au départ de Marjolaine PUEL (collège A) et de Stéphanie MERIAUX (collège C) une élection partielle pour cette section devra donc également être organisée le 1^{er} octobre pour élire une conseillère dans chacun de ces deux collèges.

M. MORETTI s'étonne de la disparition des enseignants du 2nd degré dans la composition de la section disciplinaire « usagers » et souhaiterait en connaître les raisons. Mme BERNARDINI précise que s'agissant d'un décret, il n'y a pas eu de débat au Parlement et qu'aucune information n'a été donnée quant aux motivations qui ont amenées à ce changement. Elle précise à la demande de M. MORETTI qu'il n'y a pas lieu que le CAC vote sur ce point qui est présenté à titre informatif, les textes réglementaires devant être appliqués en l'état et que, dans le cas contraire, l'Etablissement se placerait dans l'irrégularité et risquerait l'annulation de toutes les décisions prises par sa section disciplinaire.

M. MORETTI souhaite qu'il soit fait état du malaise et de l'incompréhension des PRAG et PRCE de l'établissement face à cette décision d'exclusion.

M. LEGRAND, Président honoraire de la Section Disciplinaire Usagers, fait part de ses interrogations concernant la saisine et souhaite savoir si la personne qui préside la séance d'examen pourra participer à la séance d'instruction.

Mme BERNARDINI répond que le Président d'UCA demeure l'autorité compétente auprès de laquelle la section doit être saisie. Mme BOUCHET Responsable des affaires réglementaires à la DEF travaille actuellement sur les circuits

de Conseil Académique n°9 du 8 septembre 2020

saisine à mettre en place en lien avec le réseau des scolarité et compte tenu de la nomination des Directeurs d'EUR. Elle précise que la séance d'« examen de l'affaire » constitue un changement de vocable dans le but d'ôter le caractère juridictionnel de l'activité de la commission de discipline, mais que les grands principes restent les mêmes concernant notamment la présidence de la séance et l'audition de l'usagers et de ses conseils. Elle ajoute que pour toutes précisions complémentaires concernant la section compétente à l'égard des usagers il convient de se rapprocher de Mme BOUCHET en charge de la gestion administrative de cette instance. Elle souligne enfin le caractère d'urgence à procéder aux élections dès le prochain CAC afin que les dossiers à venir puissent être traités dans les meilleurs délais. M. BURGER, Président en exercice de la Section Disciplinaire Usagers, convient que la nouvelle procédure devrait permettre de gagner en simplification car, dans la majorité des cas, les étudiants reconnaissent les faits, mais il pense que même dans ces cas une discussion avec l'étudiant peut s'avérer nécessaire et s'interroge donc sur les possibilités d'échanges avec l'étudiant dans le cadre de la nouvelle procédure.

Mme BERNARDINI rappelle que la procédure accélérée ne concernera que les cas de fraudes ou de tentatives de fraudes. M. SEROR ajoute que cette procédure est très cadrée par le décret, que l'établissement a peu de marge de manœuvre et que l'étudiant doit confirmer son accord à chaque étape, dans le cas contraire c'est la procédure normale qui sera appliquée. Il précise également que le circuit est encore en cours de réflexion et que le prochain CAC sera l'occasion d'aborder de manière plus complète les questions pratiques liés au fonctionnement de la commission.

M. BONCOMPAGNI, membre de la commission actuellement en place, précise que les dossiers en cours sont suivis par cette commission et qu'il n'y a pas eu de retard pris à ce niveau.

II.- Formation

II .4-. Bilan intermédiaire campagne Parcoursup et admissions en Master

M. CREMOUX présente les documents joints.

Il précise que les chiffres présentés (cf [CAC] - Parcoursup 2020 - UCA - point au 07-09-2020.pdf) sont ceux remontés à la date d'hier.

Il constate que le ratio « Candidats sur liste d'attente / Candidats classés » est traditionnellement plus important pour Economie-Gestion, STAPS et Psychologie.

Sur les parcours PAS le nombre de candidats a peu évolué par rapport à celui de PACES des années précédentes, mais le nombre de candidatures a fortement augmenté compte tenu que les candidats peuvent désormais formuler plusieurs vœux dans les différents portails, avec une moyenne de trois vœux par candidat.

Mme HERITIER souhaiterait savoir si l'information concernant le grand nombre d'étudiants en liste d'attente en PAS et LAS va être remontée au Ministère afin qu'une autre façon de candidater sur ces filières puisse être envisagée. Elle suggère que soit proposée la possibilité de choisir les UE de réorientation (dispensées majoritairement en distanciel) indépendamment de Parcoursup. M. AZOULAY répond que comme pour chaque 1^{ère} année concernant une réforme, le Ministère est toujours attentif aux retours des universités. Il précise que pour les UE de réorientation seuls les cours peuvent être dématérialisés, les TD ayant la possibilité de rester en présentiel. Il pense cependant que des réajustements ne pourront réellement être envisagés qu'au terme d'une année de fonctionnement ou a minima du premier semestre. M. CREMOUX observe que les PAS et les LAS sont majoritairement adossées à des licences disciplinaires qui étaient déjà par le passé très attractives et qui, hors option santé, avaient déjà des difficultés à accueillir l'ensemble des candidats. Il pense que pour les années à venir il pourrait y avoir un effort du Ministère afin de créer des places supplémentaires notamment dans une conjoncture où la crise sanitaire a suscité un engouement vers les filières Santé, mais que pour l'heure, l'accueil des étudiants ne peut se faire qu'en fonction des places disponibles. M. AZOULAY souligne qu'un effort a déjà été consenti et qu'à la fin de la campagne 200 places sur l'ensemble de l'Etablissement ont été ajoutées en première année par rapport aux prévisions initiales.

Concernant le nombre de places en 2^{ème} année, M. AZOULAY répond à la demande de M. LEGRAND, qu'il est désormais fixé par l'établissement, il est prévu une légère augmentation des capacités d'accueil en Médecine mais elles restent fonction du nombre de places de stages disponibles et des capacités de la composante à former les étudiants, les capacités d'accueil resteront stables en odontologie et Kinésithérapie.

Concernant les doubles-licences en revanche le nombre de candidature étant moindre par rapport aux années précédentes, les listes d'attentes sont moins importantes. M. AZOULAY observe que cette année le niveau d'acceptation par rapport au rang de classement est beaucoup moins bas que l'année précédente.

Pour les DUT il est également observé une légère baisse du nombre de candidatures mais M. CREMOUX rappelle qu'une très forte hausse avait été enregistrée voici deux ans. Il est observé des ratios « candidats appelés/places »

supérieurs *Conseil Académique n°9 du 8 septembre 2020*

à 100 % qui s'expliquent par la pratique de surbooking sur certaines formations où il est chaque année constaté un certain nombre de défections parmi les étudiants qui ont confirmé leurs vœux.

M. CREMOUX présente ensuite un document relatif à l'évolution des 3 indicateurs : « Total candidats appelés », « Candidats sur liste d'attente » et « Propositions d'admission refusées ». (cf « [CAC] - Parcoursup 2020 - UCA.pdf »)

Il précise que la phase complémentaire prévue jusqu'au 13 septembre a été prolongée par un arrêté publié au journal officiel jusqu'au 24 septembre. Une demande a par ailleurs été adressée aux services de scolarité afin de faire le point sur le nombre d'inscrits présents à l'Université. Les étudiants absents devront être contactés et des places pourront ainsi être libérées s'ils ne confirment pas leur inscription. Aux interrogations de M. MORETTI sur un éventuel report de la date butoir des réorientations fixées au 25 septembre, M. AZOULAY répond qu'à ce jour la question n'a pu être examinée. M. CREMOUX précise que rien ne s'oppose à ce que la phase complémentaire et la période de réorientation se déroulent en parallèle. M. AZOULAY ajoute qu'une date de réorientation trop tardive risquerait de pénaliser les étudiants. Il préconise qu'il soit indiqué aux étudiants de se rapprocher des conseillères d'orientation qui ont la vision d'ensemble des places disponibles.

M. MORETTI souhaiterait par ailleurs connaître les chiffres relatifs aux capacités élargies. M. AZOULAY répond qu'ils seront communiqués et souligne que ces capacités ont été fixées en concertation avec les directeurs de composante. Mme HERITIER s'interroge sur les réponses à faire aux candidats qui resteront sur certaines listes d'attente que l'établissement ne semble pas en mesure de résorber cette année. M. AZOULAY rappelle que les CAES (Commission d'Accès à l'Enseignement Supérieur) pilotées par le Rectorat ont à charge de faire un bilan avec les étudiants concernés afin de les orienter vers l'ensemble des formations de l'Académie où il reste des places disponibles. M. CREMOUX souligne que sa vision ne porte que sur les vœux effectués dans les formations UCA et que certains étudiants présents sur les listes d'attente peuvent avoir maintenu leurs vœux même s'ils ont obtenu une place dans un autre établissement. M. AZOULAY ajoute que des réunions mensuelles associant les responsables de portail et les responsables d'orientation sont organisées pour échanger plus particulièrement sur ce type de sujet.

M. CREMOUX présente ensuite le document concernant la plateforme e-candidat qui permet notamment une vision des candidatures en master, il informe enfin de la synthèse du traitement des dossiers dématérialisés et des pièces justificatives dont le Service de Scolarité d'Etablissement a désormais la charge.

II .5-. Point d'information sur la procédure d'exonération des droits d'inscription

M. AZOULAY rappelle que l'Etablissement suit les règles d'exonérations fixées par le Ministère pour certaines catégories d'étudiants tels que les boursiers. Une exonération de droit qui était parallèlement appliquée aux personnels et à leurs enfants depuis un certain nombre d'années a été déclarée illégale lors du passage au contrôle de légalité par le Rectorat de Région. Afin de régulariser cette situation une délibération avait été prise par le CA permettant l'exonération des personnels et enfants de personnel dont l'indice majoré de rémunération était inférieur à 1320. Une commission de régularisation comprenant des élus du CAC avait été mise en place et a permis de traiter des dossiers de l'année 2019-2020. Il convient désormais de prendre une délibération fixant les critères d'exonérations pour 2020-2021.

La première partie du document joint reprend les dispositions permettant de cadrer l'exonération en limitant notamment le nombre d'années d'inscription et en fixant des dérogations pour certains statuts. La deuxième partie porte sur les critères généraux et la procédure et l'article 7 fixe les règles relatives à l'exonération des personnels et de leurs enfants en déterminant une quotité d'activité et des plafonds de rémunération différents selon le nombre d'enfants scolarisés dans l'enseignement supérieur. Une troisième partie (art 11) concernant l'exonération des demandeurs d'asile et des réfugiés a été ajoutée afin de poser un cadre réglementaire sur ces situations. L'article 12 concernant l'exonération des droits d'inscription des étudiants étrangers hors Union Européenne et hors conventions reprend une délibération du CA qui a acté que les étudiants hors union européenne paieront les mêmes frais d'inscription que ceux de l'union européenne, une discussion devra être engagée avec les composantes pour déterminer la politique à adopter sur ce point pour l'année 2021-2022.

M. CREMOUX présente les résultats de la commission ad hoc mise en place pour régulariser les dossiers de 267 usagers (personnels ou enfants de personnels) qui ont été exonérés des droits d'inscription représentant un peu plus de 72 000 € de droits d'inscription non perçus par l'Etablissement. Plus de 120 demandes concernaient le niveau licence, 80 le 3^{ème} Cycle, près de 50 le niveau Masters et quelques autres diplômes.

M. AZOULAY ajoute que parallèlement des exonérations sont accordées concernant les boursiers et les demandes faites sur critères sociaux.

En réponse aux interrogations de M. ZUCKER concernant l'article 3, M. AZOULAY répond que pour qu'un étudiant qui arrive en France doit justifier d'être en mesure de s'acquitter des frais d'inscription et d'un revenu suffisant lui permettant de vivre durant une année sur le territoire français, il ne peut en conséquence entrer dans le cadre d'un profil exonérant. S'il rencontre des difficultés au terme d'une année il pourra alors prétendre à une exonération. M. ZUCKER observe que la manière dont est rédigée l'article 3 ne fait pas clairement apparaître que l'autonomie financière n'est requise que pour la première année.

M. CREMOUX répond que l'article concerné fait partie des articles repris du précédent arrêté et n'a pas été revu. Il explique que la règle était souvent contournée car pour justifier d'une somme suffisante, sur leur compte afin d'obtenir un visa, les primo-arrivants sur le territoire contractaient un prêt qu'ils remboursaient à leur arrivée et se retrouvaient dans une situation où ils demandaient l'exonération des droits d'inscription, ainsi afin d'éviter ce type de situation les dispositions de l'article 3 ont été mises en place depuis deux ans. En revanche, lors de sa deuxième année sur le territoire l'étudiant ne se verra plus attribué un visa délivré par l'autorité consulaire mais un titre de séjour délivré par la préfecture et sera dans ce cas éligible à l'exonération sur critère sociaux.

Mme GUIZOUARN s'interroge sur le paiement des Droits d'Inscription par les enseignants d'UCA inscrits en HDR dans la mesure où ils ne bénéficient pas des services d'enseignement de l'Etablissement. M. AZOULAY répond que la question s'est effectivement posée mais qu'une exonération de droit au seul titre de l'inscription à l'HDR n'est réglementairement pas possible et qu'il n'a pas, non plus, était possible de trouver un critère pertinent dans la mesure où un maître de conférences peut présenter l'HDR à n'importe quel moment de sa carrière, il ajoute qu'aucune Université n'exonère les candidats à l'HDR. M. CREMOUX précise qu'il s'agit d'un montant de 380 € correspondant à un droit national.

M. ROSSO fait part de ses interrogations sur la composition de la commission d'exonération et sur la présence d'une personne des services de l'action sociale au sein de cette commission. M. AZOULAY précise que les demandes d'exonération sont en tout premier lieu déposées auprès des assistantes sociales qui siègent en commission et ont à charge la présentation des dossiers.

M. AZOULAY indique qu'il a été prévu de débattre de ce point à la séance de ce jour pour que des corrections au projet puissent éventuellement être apportées pour un vote final au prochain CAC, mais en l'absence de demande de révision du texte, il propose, afin d'accélérer la mise en œuvre de la procédure, un vote dès aujourd'hui qui permettrait une transmission de la proposition du CAC au CA du 30 septembre.

M. AZOULAY répond à M. LAGADEC que les exonérations ne concerneront pas les candidats à l'HDR pour l'ensemble de l'établissement compte tenu des seuils de rémunération proposés, mais qu'elles concerneront en revanche tous les personnels affectés à une composante ou à un laboratoire relevant du périmètre d'UCA.

La proposition de mettre au vote la procédure d'exonération des droits d'inscription est adoptée avec 53 voix pour, 6 voix contre et 1 abstention

La procédure d'exonération des droits d'inscription est adoptée avec 51 voix pour, 4 voix contre et 3 abstentions.

II .6-. Modifications de l'offre de formation pour la rentrée 2020

II .6-1. Modifications de maquettes et de modalités de contrôle des connaissances

Mme BELUAFI présente les modifications expertisées par le service de pilotage de l'offre de formation. (cf document joint)

Concernant le niveau Licence, elle précise que seules les maquettes du Portail Economie-Gestion, de la PASS, du Portail et de LAS Psycho et de la double licence Musicologie-Ethnologie sont concernées par des modifications. Les modifications de MCC concernent quant à elles STAPS ainsi que la majorité des L3 et les LP de Carlone (EUR Odyssée, CREATES et Healthy) A la demande de l'EUR ELMI des modifications sont encore en cours sur le portail Economie-Gestion et la validation des MCC prévues ce jour est reportée au prochain CAC.

Au niveau Master, seules sont présentées, une modification de maquette pour le Master Math et pour les MCC, les mineures du Master DS4H et du Master STAPS.

La majeure partie des MCC restera à être validées au Conseil Académique du 1^{er} octobre.

M. LEGRAND souhaite savoir si dans les MCC de Licence présentées par les autres composantes que celles de Sciences, il y a des règles de progression faisant intervenir la compensation par rapport compétences transversales. M. AZOULAY répond que les portails des autres composantes ayant gardé un fonctionnement plus tubulaire cette question ne s'est pas encore posée. Mme BELUAFI confirme que le Portail Sciences et Technologie est pour l'instant le seul à s'être réellement orienté vers une offre modulaire.

Mme BELUAFI répond à M. PELLEGRINETTI qu'elle pourra lui envoyer un fichier global regroupant l'ensemble des votes de modifications de maquettes et de MCC pour l'année 2020/2021.

Les propositions de maquettes et de Modalités de Contrôle des Connaissances sont approuvées avec 51 voix pour, 1 voix contre et 3 abstentions.

II .6.2.- Créations de DE/DU

II .6.2.1.- Création du DU « trouble du spectre de l'autisme » (EUR Healthy)

Le premier rapporteur fait part de son rapport et de son avis favorable (cf document joint)

M. AZOULAY fait part du rapport du second rapporteur et de son avis réservé (cf document joint). Il précise que les réserves portent sur une faible diversité des intervenants et sur un manque de détail quant à l'évaluation des enseignements par les apprenants. M. AZOULAY indique que ce dernier problème concerne l'ensemble des DU de l'établissement, mais qu'une procédure dans le cadre d'une démarche qualité est en train de se mettre en place pour y répondre. Enfin M. CRISTOFARI faisait part de ses interrogations sur l'équilibre financier de la formation. M. AZOULAY propose donc de mettre un point de vigilance à ce niveau et rappelle que, de toutes façons, un DU ne peut ouvrir que si cet équilibre financier est avéré.

M. ESPALLARGAS regrette l'absence de politique sociale pour ce type de DU dont le tarif peut s'avérer prohibitif pour un grand nombre d'étudiants. M. AZOULAY trouve cette demande totalement justifiée mais il fait part, cependant, de la complexité à trouver une réponse compte tenu de la nécessité pour ce type de formation d'être autofinancée et parfois d'être un moyen pour la composante de trouver des ressources propres. Il pense néanmoins qu'une réflexion sur cette problématique devra être menée.

La création du DU « trouble du spectre de l'autisme » est approuvée avec 49 voix pour, voix 1 contre et 5 abstentions.

II .6.2.2.- Créations du DU « Didactique du Français Langue Etrangère » (EUR CREATES)

M. RASSE fait part de son rapport et de son avis très favorable (cf document joint)

M. AZOULAY fait part du rapport de M. BIZIOU et de son avis favorable (cf document joint)

A M. ESPALLARGAS qui s'interroge sur le public concernant ce DU, M. CREMOUX précise que la formation est dédiée aux seuls étudiants mentionnés au point 3.6 « Public visés et effectifs attendus » de la fiche de présentation de la formation.

La création du DU « Didactique du FLE » est approuvée avec 53 voix pour et 3 voix contre.

II .7.- Tarifs de Diplômes d'Etablissement (régularisations)

M. AZOULAY indique que ces régularisations concernent les tarifs du DU Gestion Administrative d'un Cabinet Libéral proposé par l'EUR ELMI, du MSc Engineers for Smart Cities proposé par l'IMREDD et du MSc RISKS (formation modulaire / IDEX) qui n'avaient pu être examinés lors des précédentes séances.

Les tarifs proposés sont approuvés avec voix 32 pour, 9 voix contre et 9 abstentions

III.- Recherche

M. Noël DIMARCQ présente le détail de l'ordre du jour et indique que les points 13) « Évaluation à 2 ans de la Fédération Claude LALANNE » et 14) « Évaluation à 2 ans de la Fédération de Recherche en Santé (FRIS) » sont reportés à la réunion du CAC Plénier du 20/10/2020.

III.8.- Projet de création d'une Unité Mixte Internationale (UMI) entre l'Université Laval et Université Côte d'Azur)

M. Noël DIMARCQ invite les intervenants, M. Sylvain LIZON (Directeur de la Villa Arson) et M. Vittorio PARISI (Responsable des Études et de la Recherche à la Villa Arson), à exposer le projet de création de cette UMI qui implique en particulier la Villa Arson et l'Ecole Universitaire de Recherche « CREATIVITE TRANSFORMATION EMERGENCES » (EUR CREATES). (Présentation en **Annexe 1 : « UMI Université Laval - Villa Arson (UCA) »**)

M. Sylvain LIZON débute la présentation. Université Côte d'Azur a mis en avant l'axe « Art et Création » en intégrant en tant qu'établissements composantes ou associés un certain nombre d'Ecoles d'Art ou de Design, en étroite interaction avec l'EUR CREATES (cf. <https://creates.univ-cotedazur.fr/a-propos-de-leur/presentation>).

Dans le cadre d'une collaboration forte existant déjà entre UCA et l'Université Laval, ce projet d'UMI franchit une nouvelle étape en étendant cette dynamique à l'échelle internationale.

Ce projet est né de plusieurs rencontres, avec l'Université Laval, les différents projets de recherche Sentinelle Nord (<https://sentinellenord.ulaval.ca/fr/projets>)..

Ce projet d'UMI propose ainsi un cadre nouveau et sans équivalent en France afin de donner naissance à une alliance entre les forces de recherche des différentes universités et de leurs écosystèmes (culturels et artistiques, entrepreneuriaux et économiques).

Suite aux nombreux séjours et échanges entre enseignants de l'Université Laval et d'UCA, quatre axes de recherche de l'UMI ou « thématiques en production artistique » ont été identifiés (détaillés dans l'Annexe 1) :

- « *Humanités environnementales* » ou l'influence de l'environnement et du changement climatique sur les artistes.
- « *Déplacements, migrations et interculturalités* » qui sont les sujets au cœur de l'Université Laval et concernent les enjeux de la décolonisation des arts. Il s'agit d'un axe transversal qui concerne d'autres EUR, par exemple l'EUR ODYSSE.
- « *Art, care (re)médiation* » sur la question des pratiques artistiques. Cet axe aborde, par exemple, des sujets comme la fréquentation des œuvres dans un cadre thérapeutique (comme l'étude des liens entre le vieillissement et la création en général).
- « *Arts éphémère/de la rue* » qui sont abordés dans une perspective élargie et citoyenne : la question de l'art dans les rues est un marqueur sociétal et sert par exemple à valoriser les territoires.

Selon M. Sylvain LIZON, la Recherche doit « être en action », ce qui signifie que ce projet d'UMI doit emmener et animer les créateurs et les chercheurs dans un même mouvement sur leurs thématiques de recherche (sociologie, anthropologie, arts plastiques, cinéma, etc.) Depuis la fin du confinement en France en mai 2020, une première liste des unités de recherche du site pouvant être mobilisés au sein du projet d'UMI a été préparée. M. Sylvain LIZON précise que cette liste est non limitée et pourra être étendue à d'éventuels futurs partenariats sur le territoire.

M. Vittorio PARISI complète les propos de M. Sylvain LIZON. Il souligne que les 4 axes ont été sélectionnés au sein des thématiques de recherche de l'EUR CREATES et des différents projets artistiques de la Villa Arson. Il précise que le projet d'UMI fait suite à des discussions en novembre 2019 lors de la visite d'une délégation de l'Université Laval à la Villa Arson. Il souligne que, malgré la crise sanitaire liée au COVID et le confinement de mars à mai 2020, aucune retombée n'est à déplorer au niveau du calendrier de la mise en place de cette UMI. Le confinement a d'ailleurs multiplié les discussions et les échanges entre tous les acteurs participant à sa création. M. Vittorio PARISI insiste sur la notion de mobilité des acteurs : étudiants, doctorants, enseignant-chercheurs et enseignants-praticiens (ou plasticiens)

En complément, M. Sylvain LIZON aborde la relation entre l'art et la politique dans les collectivités locales dans un monde en transformation, en particulier en inscrivant la production artistique au cœur de décisions qui ne sont pas forcément artistiques.

M. Sylvain LIZON présente ensuite le planning de la mise en œuvre du programme de l'UMI sur les cinq prochaines années. Il précise que le projet d'UMI doit encore se structurer, par exemple en définissant la gouvernance à mettre en place dès le démarrage.

M. Noël DIMARCQ remercie Messieurs LIZON et PARISI pour cette présentation qui illustre bien la diversité, la richesse et l'originalité du projet. Il donne la parole aux conseiller-e-s qui interviennent pour signaler leurs intérêts.

Un conseiller indique travailler sur ces problématiques et entretien des relations suivies avec l'Université Laval. Il souligne que cette dernière possède une revue importante dénommée « Communication » (<https://www.openedition.org/2083>) dans laquelle il a souvent été publié. L'Université Laval possède également un grand département de communication. Son unité de recherche sera certainement très intéressée d'intégrer ce projet d'UMI qui se situe à l'interface de la création et de la production culturelle. M. Sylvain LIZON ajoute que l'Université Laval possède un temps d'avance sur la France à l'échelle de leurs productions artistiques

M. Noël DIMARCQ ajoute que la création de cette UMI aura un effet fédérateur à UCA pour les communautés concernées, notamment parce qu'elle s'inscrit dans une dynamique regroupant les laboratoires et les EUR du site sur des thématiques communes. Il pose ensuite une question sur l'impact de la crise sanitaire sur le démarrage effectif de l'Unité.

M. Sylvain LIZON indique que le colloque inaugural prévu sur 2020-2021 ainsi que le calendrier prévisionnel de l'UMI sur 2020-2025 seront maintenus. Le colloque sur les « arts et la crise sanitaire » sera toutefois organisé en distanciel, en cherchant toutefois à préserver sa dimension créative et interactive

M. Noël DIMARCQ remercie à nouveau Messieurs LIZON et PARISI et leur demande de laisser le Conseil Académique échanger hors de leur présence. M. Noël DIMARCQ propose alors aux conseiller.e.s de donner un avis favorable sur le projet de création de l'Unité Mixte Internationale (UMI) entre l'Université Laval et Université Côte d'Azur.

Le projet de création de l'Unité Mixte Internationale (UMI) entre l'Université Laval et Université Côte d'Azur tel que présenté est approuvé à l'unanimité (46 voix pour).

L'avis du Conseil Académique sera soumis pour approbation au Conseil d'Administration à sa séance du 30/09/2020.

III.9.- Désignation du directeur et des directeurs adjoints de l'Institut Fédératif de Recherche "Ressources Marines" (« IFRRM »)

Annexe 2 : « Extrait du Compte Rendu du Conseil de l'IFRRM »

M. Noël DIMARCQ présente le contexte de la désignation du directeur et des directeurs adjoints de l'Institut Fédératif de Recherche "Ressources Marines" (« IFRRM »). Cet institut fédératif de recherche, dont la création a été entérinée lors du Conseil d'Administration (CA) du 20/02/2020 (délibération n°2020-23) après présentation du projet au Conseil Académique du 18/02/2020, implique cinq unités de recherches fondatrices (ECOSEAS, GREDEG, ICN, IRCAN, LADIE) qui sont moteurs de la recherche d'UCA dans les différentes thématiques du domaine des Ressources Marines.

Suite au conseil de l'IFRRM du 25/03/2020, les candidatures suivantes à la direction de l'Institut sont proposées :

- M. Éric RÖTTINGER (IRCAN) en qualité de directeur,
- M. Mohamed MEHIRI (ICN) en qualité de directeur-adjoint
- Mme. Luisa PASSERON-MANGIALAJO (ECOSEAS) en qualité de directrice-adjointe

M. Noël DIMARCQ propose aux conseiller-e-s de donner un avis positif à ces trois nominations à compter du 01/10/2020 et pour une durée de quatre ans renouvelables. L'avis du CAC sera soumis pour approbation au Conseil d'Administration à sa séance du 30/09/2020.

Le CAC émet un avis favorable à l'unanimité moins 2 abstentions à la désignation du directeur (E. Röttinger) et des directeurs adjoints (M. Mehiri, L. Passeron-Mangialajo) de l'Institut Fédératif de Recherche "Ressources Marines" (IFRRM).

III.10.- Changement de direction du Centre Transdisciplinaire d'Épistémologie de la Littérature et des arts vivants (CTEL) Unité Propre de Recherche (UPR 6307)

Annexe 3 : « Extrait du Compte Rendu du Conseil du Laboratoire du CTEL du 11/06/2020 »

M. Noël DIMARCQ présente le contexte du changement de la direction du CTEL.

Suite au Conseil du laboratoire du 11/06/2020 ainsi qu'au départ à la retraite de l'actuelle directrice (Mme Odile GANNIER), le CTEL propose M. Patrick QUILLIER (PR) pour succéder à cette dernière à la direction de l'unité de recherche.

Ce changement de direction sera effectif à compter du 01/09/2020, et ce, sur une période d'un an (date de départ à la retraite de M. Patrick QUILLIER).

M. Noël DIMARCQ propose aux conseiller·e·s de donner un avis positif à la nomination de M. Patrick QUILLIER comme directeur du Centre Transdisciplinaire d'Épistémologie de la Littérature et des arts vivants (CTEL).

Le CAC donne un avis favorable à l'unanimité à la désignation du PR Patrick QUILLIER comme directeur du CTEL (UPR 6307)

III.11) Renouvellement du Groupement d'Intérêt Scientifique « Chimiothèque Nationale » (GIS « CN ») devenu « ChemBio France » (GIS « CBF ») pour la période 2020-2025.

Annexe 4 : « Avenant n°3 du GIS Chembio France »

M. Noël DIMARCQ présente la demande du renouvellement du « **Chembio France** ». Ce Groupement de Service existe depuis 2007. Il est devenu un Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) à compter de 2010. Le CNRS propose aux partenaires de renouveler à nouveau ce GIS pour une nouvelle période de 5 ans à partir du 01/01/2020.

- Le nouvel avenant cadrant ce renouvellement intègre un certain nombre de modifications :
- Modification de la dénomination du GIS CN en « ChemBio France » (GIS CBF) et du nom de ses instances ;
- Intégration de nouveaux membres au GIS CN (Inria, INRAE, Université de Toulon, Sorbonne Université).

M. Noël DIMARCQ souligne que les laboratoires d'UCA qui contribuent au GIS, en particulier au réseau de plateformes, sont les suivants :

- Institut de Chimie de Nice (ICN - UMR CNRS 7272)
- Institut de Pharmacologie Moléculaire et Cellulaire (IPMC - UMR CNRS 7275)

Les collaborations mises en place dans le cadre de ce GIS ont déjà permis de construire un véritable réseau de laboratoires, avec la création de collections de produits de synthèse et d'extraits de substances naturelles, incluant aussi le référencement de ces collections au sein d'une base de données communes. Par ailleurs, une Infrastructure nationale de recherche dédiée à la découverte de nouvelles molécules bioactives a été créée en mars 2018 par l'inscription sur la feuille de route nationale des infrastructures de recherche du GIS ChemBio France. Ce réseau de plateformes propose une offre intégrée de services pour l'identification de molécules bioactives, la mise à disposition de produits de synthèse (et l'accès à des bases de données communes).

L'infrastructure de recherche offerte par le GIS Chembio France pour la découverte de petites molécules biologiquement actives est unique en Europe.

La parole est donnée aux membres du CAC. Un conseiller signale la participation de l'IRCAN à ce GIS par le biais d'une plateforme. M. Noël DIMARCQ souligne l'importance du travail accompli par les équipes de l'université dans le cadre

de ce GIS depuis sa création en 2007.

M. Noël DIMARCQ précise que le renouvellement de ce GIS n'a pas d'incidence financière pour l'université.

Il propose aux conseiller·e·s d'émettre un avis favorable à la participation d'UCA au renouvellement du GIS ChemBio-France (« GIS CBF ») pour une durée de 5 ans sur la période : 01/01/2020 - 31/12/2024.

Le CAC donne un avis favorable à l'unanimité au renouvellement du Groupement d'Intérêt Scientifique « Chimiothèque Nationale » (GIS « CN ») devenu « ChemBio France » (GIS « CBF ») pour la période 2020-2025.

III.12) Évaluation à 2 ans de la Fédération Claude LALANNE (créée en décembre 2017)

Reporté à la réunion du CAC Plénier du 20/10/2020

III.13) Évaluation à 2 ans de la Fédération de Recherche en Santé « FRIS » (créé en juillet 2018)

Reporté à la réunion du CAC Plénier du 20/10/2020

III.14) Modification de la procédure d'expertise des demandes d'autorisation d'inscription à l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)

Annexe 4 : « Synthèse de la visioconférence du 30 juin 2020 »

M. Noël DIMARCQ présente le contexte de ce dossier

Il rappelle la procédure actuelle. Un membre du CAC est sollicité pour être rapporteur interne. Ce rapporteur interne, qui ne doit pas faire partie de la même unité de recherche que le demandeur, construit son rapport en s'appuyant sur les expertises de deux rapporteurs extérieurs à UCA. La demande est ensuite examinée par le CAC en formation restreinte aux PR et MCF HDR. Dans la quasi-totalité des cas, le CAC émet un avis favorable à la demande d'inscription en HDR (environ un avis défavorable chaque année).

L'objectif est de faire évoluer cette procédure d'examen des demandes d'inscription à l'HDR afin de simplifier le travail des conseiller·e·s et de raccourcir les délais entre le dépôt initial de la demande et l'avis du CAC sur l'autorisation d'inscription.

Un groupe de travail a été mis en place sur ce sujet, avec la composition suivante :

- PR membres du CAC
- MCF HDR membres du CAC
- VP Recherche + VP Formation + VP politique doctorale
- responsable du service Recherche de la DRVI
- responsable de la MED

Ce groupe de travail s'est réuni en visioconférence le 30 juin 2020 et a échangé par mails. Il propose au CAC les évolutions de la procédure suivantes :

- Choix des rapporteurs internes au CAC :

Pour certaines disciplines, il est difficile voire impossible de trouver un rapporteur interne proche du domaine scientifique du demandeur mais appartenant à une unité de recherche différente. Par conséquent, le groupe de travail propose que le demandeur et le rapporteur puissent être issus du même laboratoire mais, dans la mesure du possible, pas de la même équipe (pas de publications en commun). Les rapporteurs désignés pourront par ailleurs signaler d'éventuels conflits d'intérêts, la criticité d'un conflit d'intérêt non déclaré étant moindre pour une inscription en HDR au regard d'autres sujets RH traités en CAC.

Choix des rapporteurs extérieurs à UCA :

Le groupe de travail préconise que les rapporteurs extérieurs choisis soient envisagés pour faire partie du futur jury de soutenance du candidat.

Le groupe de travail propose qu'une liste de rapporteurs possibles soit fournie au moment du dépôt de la demande.

Deux possibilités pour obtenir cette liste sont soumises à l'avis du CAC :

a) soit la liste est fournie par le/la candidat(e) en tenant compte de la future composition de son jury ;

b) soit la liste est fournie par le garant de l'HDR en tenant compte de la future composition du jury de soutenance.

Après discussions, seule la possibilité b) est considérée pertinente par les membres du CAC.

Le groupe de travail propose que la liste fournie soit composée à minima de 4 noms et qu'elle respecte la parité dans la mesure du possible. Le groupe de travail considère aussi que le rapporteur interne doit garder la liberté de pouvoir faire appel à des rapporteurs qui ne sont pas dans la liste fournie.

Par ailleurs, le groupe de travail maintient l'une des conditions liées à la constitution du dossier : le garant de l'HDR doit appartenir à l'un des laboratoires d'UCA et détenir à minima une HDR.

S'en suivent les questions des conseiller·e·s :

Par rapport au garant de l'HDR qui devrait être membre d'un des laboratoires de l'Université Côte d'Azur, une conseillère propose l'ajout du terme « membre permanent » notamment pour préciser que les professeurs invités ou tout autre personne garante ne disposant pas d'un poste permanent dans un laboratoire d'Université Côte d'Azur n'a pas la possibilité d'être garant. Cette modification sera prise en compte.

Une autre conseillère intervient pour remercier le groupe de travail pour son travail et saluer la pertinence des propositions. Elle pose la question par rapport à la liste fournie et demande si le rapporteur extérieur peut être à la fois rapporteur du dossier et membre du futur jury de soutenance.

M. Noël DIMARCQ précise que l'expert extérieur à l'université doit savoir s'il peut jouer les deux rôles qui sont assez différents. En effet, les processus d'autorisations d'inscription à l'HDR et de soutenance doivent être différenciés notamment car les deux processus ne demandent pas le même détail dans l'examen du dossier : le rapport de soutenance se doit d'être plus profond et détaillé que le rapport pour l'examen d'une demande d'inscription en HDR.

De plus, la maturité du dossier pour la demande d'inscription dépend de la communauté concernée : dans certains domaines, le manuscrit final est déjà rédigé avant la demande d'autorisation d'inscription alors qu'une simple notice est suffisante pour d'autres. Ceci induit une inhomogénéité des dossiers de demande inhérente à la diversité des domaines scientifiques de l'université.

Une conseillère intervient pour souligner que les membres des comités de suivi des doctorants ne peuvent pas être rapporteurs du jury de soutenance.

M. Christian BALLIGAND (Gestionnaire administratif à la DRVI) rappelle la réglementation (*Art 3 - 4 et 5 de l'arrêté du 23 novembre 1988*) : « les personnes en charge de rapporter sur les demandes doivent émettre un avis en s'assurant que le dossier soit de nature à permettre l'audition du candidat par le jury ».

Une conseillère pose une question sur un dossier pour lequel elle rencontre des difficultés à trouver des rapporteurs extérieurs, étant plus éloignée du domaine du demandeur. M. Noël DIMARCQ lui indique que ce type de difficulté est à gérer au cas par cas. Elle salue donc vivement l'initiative des modifications apportées à la procédure qui facilitera à la fois le travail des conseiller·e·s, des agents administratifs et des candidats.

M. Christian BALLIGAND alerte le CAC sur le calendrier des concours et des qualifications CNU, afin que les dossiers en cours continuent d'être traités selon la procédure actuelle, sans attendre la validation de la nouvelle procédure.

M. Noël DIMARCQ précise que la procédure actuelle sera poursuivie sans interruption jusqu'au 31 octobre 2020, et que la mise en application de la nouvelle procédure soit effective au **1^{er} novembre 2021**. Les demandes d'autorisations d'inscription qui parviendront à la DRVI (drvi-recherche@univ-cotedazur.fr) à compter de cette date suivront la procédure modifiée

Suite aux échanges, la modification de la procédure d'expertise des demandes d'autorisation d'inscription à l'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) d'Université Côte d'Azur est **approuvée à l'unanimité des membres du**

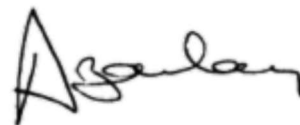
Conseil Académique n°9 du 8 septembre 2020

Conseil Académique moins 1 abstention.

Cette nouvelle procédure sera soumise pour approbation par le Conseil d'Administration à sa séance du 30 septembre 2020.

M. Noël DIMARCQ lève la séance à 18h54.

Pour le Président et par délégation,
le Vice Président Formation

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Saulay', is written below the text 'Pour le Président et par délégation, le Vice Président Formation'.